

## MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 2042 (2005 — 2003) [S - C - 2005/07227]

**10 AOUT 2005. — Arrêté royal relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme. — Erratum**

Au *Moniteur belge* n° 253 du 19 août 2005 page 36524, dans le texte français, il y a lieu de lire « Donné à Nice » au lieu de « Donné à Bruxelles ».

## MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 2043 [S - C - 2005/07178]

**8 JUILLET 2005. — Arrêté ministériel relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état major, renseignement et sécurité**

Le Ministre de la Défense,

Vu l'article 107 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 2003 portant le statut de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité, notamment les articles 13 et 30;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1970 organisant le concours de recrutement en qualité d'inspecteur au service de sécurité militaire du Ministère de la Défense nationale;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 1984 organisant le concours de recrutement et le concours d'admission au grade de commissaire au service de sécurité militaire du Ministère de la Défense nationale;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 7 janvier 2004;

Vu l'accord de l'Administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale, donné le 19 juillet 2004;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 août 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2004;

Vu le protocole de négociation n° 41/1 du 14 mars 2005 du Comité de secteur XIV;

Vu l'avis n° 38.315/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 juin 2005,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des épreuvesSection 1<sup>re</sup>. — Des épreuves des sélections comparatives de recrutement

**Article 1<sup>er</sup>.** Les sélections comparatives de recrutement comportent des épreuves professionnelles écrites et orales.

**Art. 2.** Si le nombre d'inscriptions à la sélection comparative le justifie, le sous-chef d'état major renseignement et sécurité peut organiser une épreuve préalable aux épreuves visées à l'article 1<sup>er</sup>, destinée à évaluer les facultés de compréhension et de raisonnement des candidats.

L'objectif et la durée de l'épreuve préalable sont fixés dans l'annexe A au présent arrêté.

Sur la base des résultats de cette épreuve, la commission de sélection arrête le nombre de candidats admissibles aux épreuves visées à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** Le contenu, l'objectif, la durée et la note maximale de chacune des épreuves de la sélection comparative de recrutement d'inspecteurs sont fixés dans l'annexe B au présent arrêté.

Le contenu, l'objectif, la durée et la note maximale de chacune des épreuves de la sélection comparative de recrutement de commissaires sont fixés dans l'annexe C au présent arrêté.

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 2042 (2005 — 2003) [S - C - 2005/07227]

**10 AUGUSTUS 2005. — Koninklijk besluit betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 253, van 19 augustus 2005, blz. 36524, in de Nederlandse tekst, dient men te lezen « Gegeven te Nice » in plaats van « Gegeven te Brussel ».

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 2043 [S - C - 2005/07178]

**8 JULI 2005. — Ministerieel besluit betreffende de vergelijkende selecties voor werving en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid**

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op artikel 107 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 2003 houdende het statuut van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid, inzonderheid op de artikelen 13 en 30;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 oktober 1970 tot organisatie van een vergelijkend examen tot werving van inspecteurs bij de Dienst militaire veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 maart 1984 tot organisatie van een vergelijkend examen voor werving in en een vergelijkend examen voor overgang naar de graad van commissaris bij de Dienst militaire veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 7 januari 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid, gegeven op 19 juli 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 augustus 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 28 september 2004;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 41/1 van 14 maart 2005 van het Sectorcomité XIV;

Gelet op het advies nr. 38.315/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juni 2005,

Besluit :

## HOOFDSTUK I. — De proeven

## Afdeling I. — De proeven van de - vergelijkende selecties voor werving

**Artikel 1.** De vergelijkende selecties voor werving bevatten schriftelijke en mondelinge beroepsproeven.

**Art. 2.** Indien het aantal inschrijvingen voor de vergelijkende selectie het rechtvaardigt, kan de onderstafchef inlichtingen en veiligheid een proef voorafgaand aan de proeven bedoeld in artikel 1 organiseren, bestemd om het bevatting- en redeneervermogen van de kandidaten te evalueren.

Het doel en de duur van de voorafgaande proef zijn bepaald in bijlage A bij dit besluit.

Op basis van de resultaten van deze proef stelt de selectiecommissie het aantal kandidaten vast, die toegelaten worden tot, de proeven bedoeld in artikel 1.

**Art. 3.** De inhoud, het doel, de duur en het maximale cijfer van elke proef van de vergelijkende selectie voor werving van inspecteurs zijn bepaald in bijlage B bij dit besluit.

De inhoud, het doel, de duur en het maximale cijfer van elke proef van de vergelijkende selectie voor werving van commissaris zijn bepaald in bijlage C bij dit besluit.

Le contenu, l'objectif, la durée et la note maximale de chacune des épreuves de la sélection comparative de recrutement de commissaires-analystes sont fixés dans l'annexe D au présent arrêté.

*Section II. — Des épreuves  
des sélections comparatives d'accession  
au grade de commissaire*

**Art. 4.** Les sélections comparatives d'accession au grade de commissaire comportent des épreuves professionnelles écrites et orales.

Le contenu, l'objectif, la durée et la note maximale de chacune des épreuves visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont fixés dans l'annexe E au présent arrêté.

*Section III. — De la réussite des épreuves  
et du classement des candidats*

**Art. 5.** Chaque épreuve est éliminatoire.

Pour l'épreuve visée à l'article 2, le candidat doit obtenir une note d'au moins cinquante pour cent pour réussir.

Pour l'épreuve "in basket", visée à l'annexe B, pour l'épreuve d'observation, visée aux annexes B et C, pour l'épreuve écrite sur la formation générale, visée aux annexes C, D et E, et pour l'épreuve écrite sur la formation particulière, visée à l'annexe E, le candidat doit avoir obtenu une note d'au moins soixante pour cent pour être admis à l'épreuve suivante.

Pour l'épreuve de connaissance linguistique de la deuxième langue nationale, visée aux annexes B, C et D, le candidat doit avoir réussi selon les critères de réussite mentionnés à l'article 8 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissance linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, pour être admis à l'épreuve suivante.

Le candidat ayant obtenu une note d'au moins soixante pour cent à l'épreuve orale est déclaré lauréat.

**Art. 6.** Les lauréats sont classés entre eux sur la base du résultat global obtenu pour l'ensemble des épreuves professionnelles, à l'exception de l'épreuve de connaissance linguistique de la deuxième langue nationale. Les lauréats ex aequo sont classés selon les règles fixées dans les annexes respectives.

*CHAPITRE II. — De l'organisation des sélections*

**Art. 7.** En fonction des besoins de son département, le sous-chef d'état-major renseignement et sécurité transmet au directeur général human resources une liste, établie en conformité avec le plan de personnel Défense et Sécurité approuvé annuellement, reprenant le type et le nombre d'emplois à pourvoir.

Le directeur général human resources transmet la liste accompagnée de son avis au ministre de la Défense.

Le ministre de la Défense peut décider d'organiser une sélection comparative et, le cas échéant, fixe le nombre de places ouvertes.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'organisation d'une sélection comparative de recrutement est portée à la connaissance du public par un avis publié au *Moniteur belge* et par tout autre moyen de publication jugé adéquat par le sous-chef d'état-major renseignement et sécurité, au moins un mois avant la date de clôture du délai d'inscription.

Cet avis indique notamment les conditions de participation, le type et le nombre d'emplois à conférer, la langue de la sélection, le programme des épreuves, le cas échéant, l'éventuelle constitution d'une réserve de lauréats et la durée et l'importance de celle-ci, ainsi que la date limite d'inscription.

§ 2. L'organisation d'une sélection comparative d'accession au grade de commissaire est portée à la connaissance des agents satisfaisant aux conditions de participation de cette sélection par lettre recommandée à la poste, au moins un mois avant la date de clôture du délai d'inscription.

Cette lettre indique notamment le nombre d'emplois à conférer, la langue de la sélection, le programme des épreuves et la date limite d'inscription.

De inhoud, het doel, de duur en het maximale cijfer van elke proef van de vergelijkende selectie voor werving van commissaris-analisten zijn bepaald in bijlage D bij dit besluit.

*Afdeling II. — De proeven  
van de vergelijkende selecties voor overgang  
naar de graad van commissaris*

**Art. 4.** De vergelijkende selecties voor overgang naar de graad van commissaris bevatten schriftelijke en mondelinge beroepsproeven.

De inhoud, het doel, de duur en het maximale cijfer van elke proef bedoeld in het eerste lid zijn bepaald in bijlage E bij dit besluit.

*Afdeling III. — Het slagen voor de proeven  
en de rangschikking van de kandidaten*

**Art. 5.** Elke proef is uitsluitend.

Voor de in artikel 2 bedoelde proef, moet de kandidaat een cijfer van ten minste vijftig procent behalen om te slagen.

Voor de proef "in basket", bedoeld in de bijlage B, voor de proef inzake waarneming, bedoeld in de bijlagen B en C, voor de schriftelijke proef over de algemene vorming, bedoeld in de bijlagen C, D en E, en voor de schriftelijke proef over de bijzondere vorming, bedoeld in de bijlage E, moet de kandidaat een cijfer van ten minste zestig procent hebben behaald om toegelaten te worden tot de volgende proef.

Voor de proef over de taalkennis van de tweede landstaal, bedoeld in de bijlagen B, C en D, moet de kandidaat geslaagd zijn volgens de slaagcriteria vermeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966, om toegelaten te worden tot de volgende proef.

De kandidaat die een cijfer van ten minste zestig procent heeft behaald voor de mondelinge proef is geslaagd.

**Art. 6.** De geslaagden worden onderling gerangschikt op basis van het globale resultaat behaald voor het geheel van de beroepsproeven, met uitzondering van de proef over de taalkennis van de tweede landstaal. De ex aequo geslaagden worden gerangschikt volgens de in de respectievelijke bijlagen bepaalde regels.

*HOOFDSTUK II. — De organisatie van de selecties*

**Art. 7.** Naargelang van de behoeften van zijn departement zendt de onderstafchef inlichtingen en veiligheid een lijst, opgesteld overeenkomstig het personeelsplan Defensie en Veiligheid dat jaarlijks wordt goedgekeurd, met de soort en het aantal te bezetten betrekkingen toe aan de directeur-generaal human resources.

De directeur-generaal human resources zendt de lijst samen met zijn advies toe aan de minister van Landsverdediging.

De minister van Landsverdediging kan beslissen een vergelijkende selectie te organiseren en stelt, in voorkomend geval, het aantal opengestelde plaatsen vast.

**Art. 8.** § 1. De organisatie van een vergelijkende selectie voor werving wordt ter kennis gebracht van het publiek door een bericht gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en door welk ander middel ook dat door de onderstafchef inlichtingen en veiligheid doeltreffend geacht wordt, ten minste één maand voor de afsluitingsdatum van de inschrijvingstermijn.

Dit bericht vermeldt ten minste de deelnemingsvoorwaarden, de soort en het aantal te verlenen betrekkingen, de taal van de selectie, het programma van de proeven, in voorkomend geval, het eventuele aanleggen van een reserve van geslaagden en de duur en de omvang ervan, alsmede de uiterste inschrijvingsdatum.

§ 2. De organisatie van een vergelijkende selectie voor overgang naar de graad van commissaris wordt aan de ambtenaren die aan de deelnemingsvoorwaarden van deze selectie voldoen bekendgemaakt, bij een ter post aangetekende brief, ten minste één maand voor de afsluitingsdatum van de inschrijvingstermijn.

Deze brief vermeldt ten minste het aantal te verlenen betrekkingen, de taal van de selectie, het programma van de proeven en de uiterste inschrijvingsdatum.

**Art. 9.** La demande de participation à une sélection est adressée, par lettre recommandée à la poste, au sous-chef d'état-major renseignement et sécurité.

**Art. 10.** Pendant les épreuves, les candidats ne peuvent, sous peine d'exclusion immédiate :

- 1° troubler l'ordre;
- 2° frauder ou tenter de frauder;
- 3° communiquer avec une toute personne autre qu'un surveillant ou un membre de la commission de sélection;
- 4° consulter de la documentation qui n'a pas été préalablement fournie ou autorisée;
- 5° faire usage d'un autre papier que celui mis à leur disposition.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. En tenant compte des compétences particulières de ses membres, le président de la commission de sélection désigne deux membres de la commission pour la correction d'une ou plusieurs épreuves écrites.

Les membres de la commission visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> notent individuellement chaque candidat.

§ 2. Tous les membres de la commission assistent aux épreuves orales et notent individuellement chaque candidat.

§ 3. A l'issue de l'épreuve orale, la commission délibère sur la base des notes visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2.

La commission ne peut délibérer valablement qu'en présence du président et de la majorité des membres. Toutefois, la présence des membres qui ont corrigé les épreuves écrites est requise.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 12.** Le président de la commission communique les décisions au sous-chef d'état-major renseignement et sécurité.

Le sous-chef d'état-major renseignement et sécurité notifie aux candidats, par lettre recommandée à la poste :

- 1° leur résultat final et l'ordre de leur classement;
- 2° leur admission ou non au stage.

### CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 13.** Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 23 octobre 1970 organisant le concours de recrutement en qualité d'inspecteur au service de sécurité militaire du Ministère de la Défense nationale;

2° l'arrêté ministériel du 29 mars 1984 organisant le concours de recrutement et le concours d'admission au grade de commissaire au service de sécurité militaire du Ministère de la Défense nationale.

Bruxelles, le 8 juillet 2005.

A. FLAHAUT

**Art. 9.** De aanvraag om deelneming aan een selectie wordt gericht aan de onderstafchef inlichtingen en veiligheid, bij een ter post aangetekende brief.

**Art. 10.** Tijdens de proeven mogen de kandidaten, op straf van onmiddellijke uitsluiting :

- 1° de orde niet verstoren;
- 2° geen bedrog plegen of pogen te plegen;
- 3° met niemand anders spreken dan met een toezichter of een lid van de selectiecommissie;
- 4° geen documentatie raadplegen die voorafgaand niet verstrekt of toegelaten werd;
- 5° van geen ander papier gebruik maken dan van dat wat hen ter beschikking werd gesteld.

**Art. 11.** § 1. Rekening houdend met de bijzondere bevoegdheden van haar leden wijst de voorzitter van de selectiecommissie twee leden van de commissie aan die een of meerdere schriftelijke proeven corrigeren.

De in het eerste lid bedoelde leden van de commissie geven individueel een cijfer aan elke kandidaat.

§ 2. Alle leden van de commissie wonen de mondelinge proeven bij en geven individueel een cijfer aan elke kandidaat.

§ 3. Na afloop van de mondelinge proef delibereert de commissie op basis van de cijfers bedoeld in de §§ 1 en 2.

De commissie kan slechts op geldige wijze delibereren in aanwezigheid van de voorzitter en van de meerderheid van de leden. De aanwezigheid van de leden die de schriftelijke proeven hebben gecorrigeerd is evenwel vereist.

De beslissingen worden genomen met meerderheid van stemmen. In geval van gelijkheid van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 12.** De voorzitter van de commissie deelt de beslissingen mee aan de onderstafchef inlichtingen en veiligheid.

De onderstafchef inlichtingen en veiligheid betekent aan de kandidaten, bij een ter post aangetekende brief :

- 1° hun eindresultaat en hun plaats in de rangschikking;
- 2° hun al dan niet aanvaarding voor de stage.

### HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 13.** Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 23 oktober 1970 tot organisatie van een vergelijkend examen tot werving van inspecteurs bij de Dienst militaire veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging;

2° het ministerieel besluit van 29 maart 1984 tot organisatie van een vergelijkend examen voor werving in en een vergelijkend examen voor overgang naar de graad van commissaris bij de Dienst militaire veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging.

Brussel, 8 juli 2005.

A. FLAHAUT

Annexe A à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accèsion au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

Bijlage A bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

EPREUVE PREALABLE DE LA SELECTION COMPARATIVE DE RECRUTEMENT  
PROEF VOORAFGAAND AAN DE VERGELIJKENDE SELECTIE VOOR WERVING

Durée / Duur	Objectif / Doel
Maximum 2 heures / 2 uur	Evaluer les facultés de compréhension et de raisonnement à l'aide d'un questionnaire à choix multiple ou d'une épreuve standardisée écrite et / ou informatisée. Het begrips- en redeneringsvermogen evalueren aan de hand van een meerkeuzevragenlijst of een gestandaardiseerde schriftelijke en / of geïnformateerde proef.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accèsion au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

Annexe B à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

EPREUVES DE LA SÉLECTION COMPARATIVE DE RECRUTEMENT D'INSPECTEURS

Contenu	Durée	Note maximale	Objectif
Epreuve "in basket"	Maximum 3 heures	20	Evaluer les compétences en gestion de l'information et en gestion des tâches, sur la base de plusieurs tâches écrites imposées au candidat en cours d'épreuve.
Epreuve de connaissance linguistique de la deuxième langue nationale	Maximum 2 heures	20	Evaluer la connaissance élémentaire du néerlandais d'après l'examen linguistique visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.
Epreuve d'observation	Maximum 1 heure	20	Evaluer les capacités d'observation à l'aide d'un questionnaire à choix multiple remis au candidat à l'issue de la présentation d'un extrait de vidéo d'une durée d'environ 5 minutes.
Epreuve orale	45 minutes	40	Evaluer la motivation pour la fonction et les aptitudes spécifiques à la fonction, sur la base : - d'une discussion portant sur les épreuves d'observation et "in basket"; - d'un entretien visant à tester la connaissance fonctionnelle de l'anglais.

**Classement**

En cas d'égalité des points, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve orale.  
Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve "in basket".  
Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve d'observation.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

A. FLAHAUT

Bijlage B bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

PROEVEN VAN DE VERGELIJKENDE SELECTIE VOOR WERVING VAN INSPECTEURS

Inhoud	Duur	Maximaal cijfer	Doel
Proef "in basket"	Maximum 3 uur	20	De competenties evalueren inzake beheer van de informatie en beheer van de taken, op basis van meerdere taken, aan de kandidaat opgelegd in de loop van de proef.
Proef over de taalkennis van de tweede landstaal	Maximum 2 uur	20	De elementaire taalkennis van het Frans evalueren aan de hand van het taalexamen, bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966.
Proef inzake waarneming	Maximum 1 uur	20	De waarnemingsgeschiktheid evalueren aan de hand van een meerkeuzevragenlijst, die aan de kandidaat wordt overhandigd na afloop van het vertonen van een videocassette met een duur van ongeveer 5 minuten.
Mondelinge proef	45 minuten	40	De motivatie voor de functie en de vaardigheden specifiek voor de functie evalueren, op basis van : - de bespreking van de proef inzake waarneming en de proef "in basket"; - een onderhoud met het doel om de functionele taalkennis van het Engels te testen.

**Rangschikking**

In geval van gelijkheid van de punten worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de mondelinge proef. Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de proef "in basket". Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de proef inzake waarneming.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

A. FLAHAUT

Annexe C à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

EPREUVES DE LA SÉLECTION COMPARATIVE DE RECRUTEMENT DE COMMISSAIRES

Contenu	Durée	Note maximale	Objectif
Epreuve de connaissance linguistique de la deuxième langue nationale	Maximum 2 heures	20	Evaluer la connaissance élémentaire du néerlandais d'après l'examen linguistique visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.
Epreuve sur la formation générale	Maximum 4 ½ heures	80	Evaluer les capacités de synthèse, d'analyse et d'appréciation critique d'un sujet d'ordre général présenté sous forme de conférence.
Epreuve d'observation	Maximum 1 heure	20	Evaluer les capacités d'observation à l'aide d'un questionnaire à choix multiple remis au candidat à l'issue de la présentation d'un extrait de vidéo d'une durée d'environ 5 minutes.
Epreuve orale	45 minutes	40	Evaluer la motivation pour la fonction et les aptitudes spécifiques à la fonction, sur la base : - de la discussion d'une étude de cas * ; - d'un entretien visant à tester la connaissance fonctionnelle de l'anglais. * : la préparation écrite de l'étude de cas se déroule conjointement à l'épreuve d'observation et dure maximum 1 heure.

**Classement**

En cas d'égalité des points, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve orale.

Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve sur la formation générale.

Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve d'observation.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

A. FLAHAUT

Bijlage C bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

PROEVEN VAN DE VERGELIJKENDE SELECTIE VOOR WERVING VAN COMMISSARISSEN

Inhoud	Duur	Maximaal cijfer	Doel
Proef over de taalkennis van de tweede landstaal	Maximum 2 uur	20	De elementaire taalkennis van het Frans evalueren aan de hand van het taalexamen, bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966.
Proef over de algemene vorming	Maximum 4 ½ uur	80	De geschiktheid evalueren inzake synthese, analyse en kritische beoordeling van een in de vorm van een uiteenzetting voorgesteld onderwerp van algemene aard.
Waarnemingsproef	Maximum 1 uur	20	De waarnemingsgeschiktheid evalueren aan de hand van een meerkeuzevragenlijst, aan de kandidaat gegeven na afloop van het vertonen van een videocassette van ongeveer 5 minuten.
Mondelinge proef	45 minuten	40	De motivatie voor de functie en de vaardigheden specifiek voor de functie evalueren, op basis van : - de bespreking van een testcase * ; - een onderhoud met het doel om de functionele taalkennis van het Engels te testen. * : de schriftelijke voorbereiding van de testcase speelt zich samen met de proef inzake waarneming af en duurt maximum 1 uur.

**Rangschikking**

In geval van gelijkheid van de punten worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de mondelinge proef. Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de proef over de algemene vorming. Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de proef inzake waarneming.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.



Annexe D à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

EPREUVES DE LA SÉLECTION COMPARATIVE DE RECRUTEMENT DE COMMISSAIRES-ANALYSTES

Contenu	Durée	Note maximale	Objectif
Epreuve de connaissance linguistique de la deuxième langue nationale	Maximum 2 heures	20	Evaluer la connaissance élémentaire du néerlandais d'après l'examen linguistique visé à l'article 8 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.
Epreuve sur la formation générale	Maximum 4 ½ heures	80	Evaluer les capacités de synthèse, d'analyse et d'appréciation critique d'un sujet d'ordre général présenté sous forme de conférence
Epreuve d'analyse	Maximum 3 heures	20	Evaluer les compétences en matière d'organisation, d'analyse et d'intégration de l'information sur la base d'une étude de cas. Pour cette épreuve, les candidats travaillent à partir d'informations écrites données lors de la session.
Epreuve orale	45 minutes	40	Evaluer la motivation pour la fonction et les aptitudes spécifiques à la fonction, sur la base: - de la discussion d'une étude de cas * ; - d'un entretien visant à tester la connaissance fonctionnelle de l'anglais. * : la préparation écrite de l'étude de cas se déroule conjointement à l'épreuve d'analyse et dure maximum 1 heure.

Classement

En cas d'égalité des points, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve orale.  
Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve sur la formation générale.  
Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve d'analyse.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

A. FLAHAUT

Bijlage D bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

PROEVEN VOOR DE VERGELIJKENDE SELECTIE VOOR WERWING VAN COMMISSARIS-ANALISTEN

Inhoud	Duur	Maximaal cijfer	Doel
Proef over de taalkennis van de tweede landstaal	Maximum 2 uur	20	De elementaire taalkennis van het Frans evalueren aan de hand van het taalexamen, bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966.
Proef over de algemene vorming	Maximum 4 ½ uur	80	De geschiktheid evalueren inzake synthese, analyse en kritische beoordeling van een in de vorm van een uiteenzetting voorgestelde onderwerp van algemene aard.
Analyseproef	Maximum 3 uur	20	De geschiktheid evalueren inzake organisatie, analyse en integratie van de informatie, op basis van een testcase. Voor deze proef werken de kandidaten op basis van tijdens de proef geleverde schriftelijke informatie.
Mondelinge proef	45 minuten	40	De motivatie voor de functie en de vaardigheden specifiek voor de functie evalueren, op basis van : - de bespreking van een testcase * ; - een onderhoud met het doel om de functionele taalkennis van het Engels te testen.  * : de schriftelijke voorbereiding van de testcase gebeurt tegelijkertijd met de analyseproef en duurt maximum 1 uur.

**Rangschikking**

In geval van gelijkheid van de punten worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de mondelinge proef. Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de proef over de algemene vorming. Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de analyseproef.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

Annexe E à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accèsion au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

EPREUVES DE LA SÉLECTION COMPARATIVE D'ACCESSION AU GRADE DE COMMISSAIRE

Contenu	Durée	Note maximale	Objectif
<p>Epreuve écrite sur la <u>formation générale</u></p>	Maximum 4 ½ heures	80	Evaluer les capacités de synthèse, d'analyse et d'appréciation critique d'un sujet d'ordre général présenté sous forme de conférence.
<p>Epreuve écrite sur la <u>formation particulière</u></p> <p>1. Epreuve écrite à livre ouvert de connaissance de la réglementation (dont la documentation est mise à disposition par ACOS IS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. droit constitutionnel belge ;</li> <li>b. Code pénal et Code pénal militaire ;</li> <li>c. Code d'instruction criminelle ;</li> <li>d. Code judiciaire ;</li> <li>e. législation particulière en rapport avec les activités du département d'état-major renseignement et sécurité :               <ul style="list-style-type: none"> <li>(1) loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement ;</li> <li>(2) loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;</li> <li>(3) loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées ;</li> <li>(4) loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité ;</li> <li>(5) loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité ;</li> <li>(6) loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité ;</li> <li>(7) arrêté royal du 21 décembre 2001 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités ;</li> <li>f. principes de base du statut des agents de la fonction publique fédérale et du département d'état-major renseignement et sécurité ;</li> </ul> </li> </ul> <p>2. Rédaction d'un rapport sur un sujet lié aux activités du département d'état-major renseignement et sécurité</p>	Maximum 6 heures	<p>40</p> <p>40</p> <p>20</p> <p>20</p> <p>80</p> <p>20</p>	<p>Evaluer les connaissances de la réglementation en rapport avec les activités du département d'état-major renseignement et sécurité.</p>
	Maximum 3 heures	40	Evaluer les capacités d'analyse, de synthèse et de présentation d'un rapport.

Contenu	Durée	Note maximale	Objectif
Epreuve orale	30 minutes	40	Evaluer la motivation pour la fonction et les aptitudes spécifiques à la fonction, sur la base de la discussion du rapport rédigé lors de l'épreuve écrite sur la formation particulière.

**Classement**

En cas d'égalité des points, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats cumulés obtenus pour le rapport écrit et l'épreuve orale.  
 Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve écrite sur la formation particulière.  
 Si l'égalité des points persiste, les lauréats ex aequo sont classés sur la base des résultats obtenus à l'épreuve écrite sur la formation générale.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 juillet 2005 relatif aux sélections comparatives de recrutement et d'accession au niveau supérieur de certains agents civils du département d'état-major renseignement et sécurité.

A. FLAHAUT

Bijlage E bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werwing en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

PROEVEN VAN DE VERGELIJKENDE SELECTIE VOOR OVERGANG NAAR DE GRAAD VAN COMMISSARIS

Inhoud	Duur	Maximaal cijfer	Doel
Schriftelijke proef over de <u>algemene vorming</u>	Maximum 4 ½ uur	80	De geschiktheid evalueren inzake synthese, analyse en kritische beoordeling van een in de vorm van een uiteenzetting voorgesteld onderwerp van algemene aard.
Schriftelijke proef over de <u>bijzondere vorming</u>	Maximum 6 uur	40 40 20 20 80	De kennis van de regelgeving in verband met de werkzaamheden van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid evalueren.
<p>1. Schriftelijke proef met open boek over de kennis van de regelgeving (waarbij de documentatie ter beschikking wordt gesteld door ACOS IS) :</p> <p>a. Belgisch grondwettelijk recht ;</p> <p>b. Strafwetboek en Militair strafwetboek ;</p> <p>c. Wetboek van strafvordering ;</p> <p>d. Gerechtelijk Wetboek ;</p> <p>e. bijzondere wetgeving met betrekking tot de werkzaamheden van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid :</p> <p>(1) wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten ;</p> <p>(2) wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ;</p> <p>(3) wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennismaken en opnemen van privécommunicatie en telecommunicatie ;</p> <p>(4) wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst ;</p> <p>(5) wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen ;</p> <p>(6) wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen ;</p> <p>(7) koninklijk besluit van 21 december 2001 tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten ;</p> <p>f. basisprincipes van het statuut van de ambtenaren van de federale overheid en van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid ;</p> <p>2. Opstellen van een verslag over een onderwerp in verband met de werkzaamheden van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid</p>	Maximum 3 uur	40	De geschiktheid evalueren inzake synthese, analyse en presentatie van een verslag.

Inhoud	Doel	Maximaal cijfer	Doel
Mondelinge proef	30 minuten	40	De motivatie voor de functie en de vaardigheden specifiek voor de functie evalueren, op basis van de bespreking van het verslag opgesteld tijdens de schriftelijke proef over de bijzondere vorming.

#### Rangschikking

In geval van gelijkheid van de punten worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de gecumuleerde resultaten bij het schriftelijk verslag en de mondelinge proef.

Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de schriftelijke proef over de bijzondere vorming.

Indien de gelijkheid van de punten voortduurt, worden de ex aequo geslaagden gerangschikt op basis van de behaalde resultaten bij de schriftelijke proef over de algemene vorming.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 juli 2005 betreffende de vergelijkende selecties voor werving en voor overgang naar het hogere niveau van bepaalde burgerlijke ambtenaren van het stafdepartement inlichtingen en veiligheid.

A. FLAHAUT